

LECO

de la semaine

23 au 29 Novembre 2024



SOMMAIRE

Tourisme : Les voies de communication constituent un élément clé.....	2
Andry Rajoelina : Renforcement de la coopération avec les États-Unis	2
Concurrence déloyale : Les industries locales en difficulté face aux importations.....	3
Village des SAE : Des bonnes pratiques pour booster l'entrepreneuriat.....	3
Énergie propre : Le prix du gaz flambe	3
Cacao Et Artisanat : Une stratégie pour valoriser le savoir-faire malgache	4
Journées des RH : Le leadership et l'innovation au centre des débats	5
Antandrokomby Ambatondrazaka : L'Etat délivre une Autorisation minière d'exploitation artisanale	5
Gouvernance : Gil Razafintsalama élu nouveau président de la Chambre de commerce et d'industrie Antananarivo	5
Pêche artisanale : Le secteur représente 6 % du PIB.....	6
PAGFRE : 67 millions de dollars de la BAD pour la gouvernance financière et le secteur énergétique	6
Développement industriel et commercial : Le MIC et le Fivmpama accordent leur violon	7
Filière café robusta : Appui de Conservation international à la recherche de débouchés pour les communautés locales	7
Partenariat Japon : Le capital humain booste l'économie.....	9
Promotion de l'économie bleue : Formation gratuite à Antananarivo le 28 novembre	9
Entrepreneuriat : Le Mic met en avant l'industrialisation.....	10
Transformation agricole : Réhabilitation des infrastructures d'irrigation dans les régions SOFIA et DIANA	10
Télécommunications : Telma devient Yas, une nouvelle identité pour Axian Telecom	11
Transparence : Réforme du secteur des pêches	11
Syndicat des industries de Madagascar : Lancement de la plateforme numérique « Pôle Stage »	12
Pisciculture durable : Formation pour les étudiants de l'enseignement supérieur	12
Sim – CCIFM : Booster ensemble l'industrie malgache	13
Promotion de la digitalisation : La nécessité d'investir dans la cybersécurité	13
Partenariat : La CCIFM et le SIM scellent une alliance pour dynamiser l'industrie malgache	13
Fêtes de fin d'année : Les exportations de litchis bien cadencées	14
Réouverture de Base Toliara : 5 milliards de dollars de revenus attendus pour l'État	14
LFI 2025 : L'énergie et les infrastructures au cœur du projet.....	15
The Red Shalk 3 : Quand le numérique s'allie à l'agriculture.....	15
Transformation agricole : L'autosuffisance alimentaire en ligne de mire.....	16

Tourisme : Les voies de communication constituent un élément clé

IRINA TSIMIJALY | 23 NOVEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le secteur touristique possède un potentiel énorme, spécialement dans des régions comme le Sud du pays, avec des destinations telles que Tolagnaro, surnommée la « Californie malgache ».



Le lieu propose une large gamme d'activités, incluant les chutes d'eau, les lacs, les grottes, ainsi que la mer, les montagnes, le surf et le kayak, rassemblant ainsi divers paysages et attractions. Cependant, pour que ce potentiel soit pleinement exploité, des infrastructures adéquates sont essentielles. Comme le souligne Charles Yves Rakotonirina, dirigeant de la société Voky Be et PC, « Il y a 2000 ans, César a gagné ses guerres grâce aux routes qui permettaient de nourrir son armée. Aujourd'hui, en 2024, nous avons encore besoin de routes ».

Les projets d'infrastructures présidentiels, comme les RN13 et RN12, représentent des leviers clés pour

améliorer l'accès au Sud et dynamiser le tourisme local. Malgré ce potentiel, plusieurs défis persistent, notamment l'insuffisance des infrastructures, en particulier des routes, qui rendent certaines régions touristiques difficiles d'accès. Une meilleure connectivité est déterminante pour attirer les touristes tant locaux qu'internationaux.

En outre, un obstacle supplémentaire est la tendance de nombreux Malgaches à privilégier les voyages à l'étranger, même si leur pays regorge de sites touristiques exceptionnels. Charles Yves Rakotonirina déplore que beaucoup de Malgaches, malgré les moyens, préfèrent aller à l'étranger, comme à Dubaï ou Paris, au lieu d'explorer leur pays. L'engagement des acteurs locaux représente également un autre défi. Bien que des initiatives comme celle d'Antsanitia, qui a transformé son écosystème tout en soutenant les habitants dans des domaines tels que l'éducation, la santé et l'assainissement, montrent la voie, de nombreux efforts restent à fournir.

Michel Ramarivelo, responsable commercial du groupe Amanta, note : « On peut observer qu'en ce moment, le touriste local est un peu mis de côté ». Encourager les Malgaches à explorer leur propre pays et à consommer des produits locaux est essentiel pour stimuler l'économie touristique nationale. Mobiliser les acteurs locaux et investir dans des infrastructures modernes sont des éléments cruciaux pour stimuler la croissance du secteur touristique à Madagascar et en faire un moteur de développement durable pour le pays.

Andry Rajoelina : Renforcement de la coopération avec les États-Unis

NAVALONA R. | 23 NOVEMBRE 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

L'ambassadrice des États-Unis à Madagascar, SEMme Claire Pierangelo a été reçue en audience par le Président de la République Andry Rajoelina, hier au palais d'État à Iavoloha. Le chef de l'État a annoncé que la coopération de Madagascar avec les États-Unis sera renforcée. Cette coopération bilatérale touche plusieurs domaines dont entre autres l'économie, la sécurité notamment la lutte contre le terrorisme, judiciaire et la lutte contre les trafics humains. En outre, les deux parties ont discuté sur la poursuite des efforts pour l'éligibilité de Madagascar au Millenium Challenge Corporation ainsi que l'AGOA ou la loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique offrant l'accès des produits africains éligibles au marché américain en franchise des droits de douanes et sans contingent. À l'issue de cette rencontre, il a

également été soulevé que les projets et les investissements américains dans des secteurs clés seront favorisés. Par ailleurs, Andry Rajoelina a saisi cette occasion de féliciter les États-Unis pour l'élection de leur nouveau Président. Pour sa part, l'ambassadrice américaine a rappelé que les relations bilatérales entre les deux pays restent inaltérables.

Concurrence déloyale : Les industries locales en difficulté face aux importations

ANTSIA R. | 23 NOVEMBRE 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

L'industrialisation à Madagascar fait face à des obstacles croissants. Malgré les efforts de l'État pour développer des chaînes de valeur à travers des pépinières industrielles, les anciennes industries locales peinent à survivre. Selon les industriels, les désavantages fiscaux par rapport aux importations sont un frein majeur. Ils dénoncent les fraudes douanières et les pratiques déloyales de certains importateurs, notamment de produits chinois. Ces importations, souvent de faible qualité, inondent le marché à des prix très bas. En parallèle, les produits locaux sont fortement taxés, ce qui alourdit leurs coûts de production et

rend leur commercialisation difficile. Résultat : les produits nationaux peinent à rivaliser, et les entreprises locales s'essouffent. Ce déséquilibre menace non seulement la compétitivité des industries locales, mais aussi l'économie nationale, appelant à une intervention urgente pour protéger les acteurs locaux et promouvoir un environnement commercial équitable. Hier, le ministre de l'Industrialisation et du Commerce a visité l'usine de SOMACOU, la société productrice de couverture, pour constater de visu la réduction du niveau d'activité engendrée par les importations. Nous en reparlerons.

Village des SAE : Des bonnes pratiques pour booster l'entrepreneuriat

JEAN RIANA | 23 NOVEMBRE 2024 | LES NOUVELLES

Entrant dans le cadre de la célébration de la semaine mondiale de l'entrepreneuriat, le village des Structures d'Accompagnement d'Entreprises (SAE), soutenu par le projet Incubost et en partenariat avec l'Union européenne, l'Onudi et l'UNCDF, s'installe au Stade Barea à Mahamasina, depuis hier.

Le village des SAE est un lieu de rassemblement pour sensibiliser les jeunes à l'entrepreneuriat, à travers le partage de la bonne pratique en la matière. L'objectif étant

d'augmenter la visibilité et la notoriété des SAE dans tout Madagascar. Le problème des jeunes est qu'ils ne savent pas par où commencer lorsqu'il s'agit d'entreprendre, a laissé entendre Manou Rakotomiaranjanto, expert technique en entrepreneuriat à l'Onudi.

Des stands d'orientation attendent les visiteurs, notamment les jeunes qui prennent conscience de la nécessité d'entreprendre surtout que la demande est nettement supérieure à l'offre en matière d'emploi.

Énergie propre : Le prix du gaz flambe

25 NOVEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

À l'image d'autres produits de première nécessité, le prix du gaz a également subi une hausse, un coup dur pour les consommateurs.

Surprise désagréable. Les consommateurs ont découvert les nouveaux prix du gaz il y a quelques jours, et il y a de quoi être décontenancé, car la hausse est assez importante. La bouteille de 12,5 kg est passée de 86 600 ariary à 91 500 ariary chez Vitogaz, contre 102 000 ariary chez d'autres distributeurs. "C'est incroyable, on ne s'y attendait pas. Mon budget ne suit plus," déplore Séraphine, ménagère prise au dépourvu dans une station-service, son lieu d'approvisionnement habituel. Elle n'est pas la seule à être désemparée par cette hausse soudaine. "Je croyais que le prix du gaz était figé pour favoriser la lutte contre la déforestation," affirme Jérôme, restaurateur et grand utilisateur de butane en raison des délestages fréquents.

Il a tout à fait raison. En 2021, le ministère de l'Environnement, le ministère de l'Économie et des Finances, et le Comité Malgache du Butane (CMB) ont signé une convention en faveur de la promotion des énergies propres, de l'amélioration du bien-être des ménages, et de la lutte contre la dégradation forestière. La TVA sur le gaz butane

a ainsi été réduite de 20 % à 5 %, alors que 97 % des ménages utilisent encore du bois ou du charbon de bois, avec une consommation annuelle de 500 000 tonnes.



La convention était valable pour un an renouvelable et a permis de baisser de 9 % le prix du butane. Une vente au détail du gaz a aussi été instaurée pour rendre ce combustible plus accessible à un grand nombre de personnes.

Pas d'incidence

Visiblement, la convention a été abandonnée. Pourtant, le prix du gaz avait pu être stabilisé, ou du moins lissé, grâce à une collaboration entre le ministère de l'Industrialisation, du Commerce et de la Consommation, et le CMB, à l'époque du ministre Edgard Razafindravahy.

Cette hausse intervient justement avant l'annonce d'une augmentation de 5 % de la TVA sur le gaz butane, portant celle-ci à 10 %. Les consommateurs craignent donc une nouvelle hausse du prix de la bouteille. Cependant, d'après les déclarations du ministre de l'Économie et des Finances, Rindra Hasinirina Rabarinirinson, à Tsimbazaza devant les journalistes après la présentation du projet de loi de finances initial, cela ne devrait pas être le cas. «La TVA sur le gaz butane et son contenant devrait passer de 5 % à 10 % en 2025. Cette hausse a été concertée avec

les opérateurs. Le sujet a été discuté avec les acteurs du secteur pour réduire le remboursement de la TVA qui leur est versé chaque année,» a expliqué «le grand argentier». Ces propos sont confirmés par Zo Andriamampianina, président du CMB : «Aucune nouvelle hausse de prix du gaz butane pour les particuliers ne devrait avoir lieu, même si cette majoration de 5 % de la TVA est adoptée dans le PLFI 2025 par les deux Chambres du Parlement,» a-t-il rassuré.

Des facteurs externes ont également favorisé cette hausse, tels que la guerre russo-ukrainienne, qui complique l'approvisionnement en gaz, ainsi que les attaques contre des bateaux perpétrées par des rebelles yéménites en mer Rouge.

Dans tous les cas, c'est un mauvais coup pour la protection de l'environnement et la lutte contre la déforestation.

Cacao Et Artisanat : Une stratégie pour valoriser le savoir-faire malgache

IRINA TSIMIJALY | 25 NOVEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La chocolaterie-école Edenia, sous la direction d'Achille Rajerison, développe un modèle centré sur l'artisanat. La production reste volontairement limitée pour préserver la qualité et refléter un savoir-faire local.



Le projet vise à repositionner l'artisan chocolatier comme un créateur et à promouvoir les compétences malgaches dans ce secteur.

Lors d'une exposition organisée à Antananarivo le 21 novembre, intitulée « Les jacarandas en fleurs et le chocolat en fête », Achille Rajerison a précisé son approche : « Notre objectif n'est pas de produire en masse. Nous voulons valoriser l'art dans l'artisanat et offrir des produits uniques, tout en respectant le talent des artisans locaux. » Edenia a également lancé « La Route du Jacaranda », un projet associant tourisme et chocolat. Les visiteurs

explorent les paysages urbains avant de participer à des ateliers de fabrication à Nanisana. Selon Achille Rajerison, cette initiative « permet de relier le plaisir de découvrir Madagascar à une activité économique locale, en mettant en avant l'identité du chocolat malgache. »

La chocolaterie s'approvisionne en cacao auprès de trois régions : Ambanja, Brickaville et Mananjary. Ces zones, reconnues pour la qualité de leurs fèves, sont au cœur du modèle développé par Edenia.

« Nous formons les planteurs à de meilleures pratiques pour garantir une matière première exceptionnelle. En parallèle, nos ateliers accompagnent de futurs artisans pour qu'ils puissent transformer ces produits en chocolats de qualité », explique-t-il. En trois ans, l'école a formé trois cent cinquante artisans.

En diversifiant les activités autour du cacao, Edenia mise sur une stratégie durable et locale. Ce choix d'une production maîtrisée, alliée à une mise en avant du savoir-faire, permet de créer une niche capable de séduire des clients recherchant des produits uniques. Cela offre une perspective nouvelle pour valoriser l'artisanat malgache dans un marché compétitif

Rajerison conclut : « Nous croyons qu'une production locale, maîtrisée et créative est une réponse aux attentes des consommateurs et une manière de soutenir durablement les acteurs locaux. »

Journées des RH : Le leadership et l'innovation au centre des débats

EDMOND R. | 25 NOVEMBRE 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

Leadership et l'innovation étaient une fois de plus au centre des débats lors des journées des ressources humaines qui se sont déroulées à Toamasina du 22 au 23 novembre dernier.

Organisées par l'association malgache des DRH d'entreprises, (AMDRHe) l'Association des directeurs des ressources humaines (AD'HRe) et l'Association professionnelle des ressources humaines (APRH), ces journées ont réuni des experts et professionnels d'échanger sur le leadership et l'innovation organisationnelle. Partenaire incontournable de ce genre d'événement, Peak Business Partner, représenté, à cette occasion par son directrice générale Hasina Randrianantenaina, a participé activement à ces journées. Une manière, une fois de plus, de marquer son engagement dans la transformation des pratiques managériales à Madagascar.

Outils pratiques

Sur ce point d'ailleurs, l'un des moments forts de l'événement aura été l'intervention de Dr Lollia, expert en leadership et psychologie sportive. Sa présentation a permis aux participants de découvrir des outils pratiques pour améliorer la performance des managers à travers la gestion de l'énergie et la résilience émotionnelle, inspirés des principes du sport de haut niveau. Ces journées ont en tout cas eu le mérite d'avoir eu une portée continentale dans la mesure où les rencontres soulignaient l'importance de la collaboration entre partenaires pour accompagner les entreprises africaines vers des pratiques managériales modernes et adaptées aux défis actuels. Un rendez-vous clé pour les ressources humaines en Afrique et à Madagascar.

Antandrokomby Ambatondrazaka : L'Etat délivre une Autorisation minière d'exploitation artisanale

ARH. | 25 NOVEMBRE 2024 | LES NOUVELLES

Le groupement des exploitants miniers Firaisankina, à Antandrokomby, dans la commune rurale d'Ambohitsilaozana, Ambatondrazaka, a reçu officiellement son Autorisation minière d'exploitation artisanale (AMEA) des mains du ministre des Mines, Herindrainy Olivier Rakotomalala. Ce document autorise les petits mineurs à exploiter légalement le quartz rose dans cette localité.

Le ministre a souligné à cette occasion que toute activité minière nécessite une autorisation conforme à la loi en vigueur. Antandrokomby, zone riche en pierres précieuses, appartient à un détenteur légal d'un permis de recherche. La récente révision de la loi minière permet désormais aux petits mineurs d'exploiter dans ces zones, avec l'approbation du titulaire du permis.

Ainsi, les petits mineurs membres du groupement Firaisankina peuvent exploiter la zone définie à cet effet, appelée « Couloir d'exploitation artisanale ».

« Le couloir d'exploitation artisanale créé pour le groupement Firaisankina est une première historique à Madagascar. Les documents légalisant leur activité est une attestation d'autorisation, valide pour six mois renouvelables une fois, et soumis à des règles strictes, pour garantir la qualité des travaux et le respect des normes environnementales », a précisé le ministre.

Dans ce sens, l'initiative bénéficie du soutien du ministère, qui assurera un encadrement technique et administratif. Ce modèle vise à une gestion durable des ressources, des revenus pour les petits mineurs et va rapporter des bénéfices aux collectivités et à l'Etat, à travers les taxes et redevances.

Gouvernance : Gil Razafintsalama élu nouveau président de la Chambre de commerce et d'industrie Antananarivo

25 NOVEMBRE 2024 | 2424.MG

Antananarivo, 25 Novembre, 17h50 – La Chambre de commerce et d'industrie Antananarivo (CCIA) a un nouveau président. Gil Razafintsalama est élu à la présidence de cette plateforme qui regroupe les opérateurs économiques à l'issue d'une assemblée générale électorale qui s'est tenue à Antaninarenina, ce vendredi 22 novembre. Il succède ainsi à Rivo Rakotondrasanjy pour un mandat de deux ans.

Lors de cette assemblée générale, le nouveau Président du CCIA a partagé avec les membres présents ses projets ainsi que les stratégies qu'il souhaite mettre en œuvre pour les deux années à la tête de la présidence

de la CCIA. Gil Razafintsalama connaît bien les rouages de cette chambre consulaire ainsi que les challenges qui l'attendent. Il a été le vice-président de la CCIA durant le précédent mandat.

L'ancien président du Groupement des opérateurs des technologies de l'information et de la communication (Goticom) compte, durant son mandat à la CCIA, à prioriser les formations et l'accès aux marchés des petites et moyennes entreprises. Cela de va de pair avec la principale mission de la Chambre de commerce de défendre les intérêts des entreprises dans le secteur du commerce et de l'industrie.

Pêche artisanale : Le secteur représente 6 % du PIB

IRINA TSIMIJALY | 26 NOVEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La pêche artisanale à Madagascar est bien plus qu'une simple activité économique. Représentant 6 % du PIB et fournissant un emploi à environ 170 000 personnes, elle constitue une source essentielle de revenus et de sécurité alimentaire pour de nombreuses familles. Toutefois, ce secteur est confronté à des menaces croissantes, notamment la surexploitation des ressources maritimes et la pêche illégale, qui mettent en péril à la fois l'environnement et les moyens de subsistance des pêcheurs.

Du 24 au 27 novembre 2024, Madagascar participera à la réunion internationale sur la pêche artisanale à Jeju, en Corée du Sud. Cette conférence réunira 19 pays et des organisations internationales telles que la FAO. Après les discussions de la 36e session du COFI à Rome, Madagascar a été invité à participer à cette deuxième édition de l'International Conference of the Fishing Community 2024 (ICFC). La délégation malgache sera dirigée par la direction régionale de la Pêche et de l'Économie Bleue de Vakinankaratra, ainsi que par le président du VOI TAMIA, représentant les OSC TAFO MIHAAVO. Le thème principal de la conférence, « Les défis pour les communautés de pêcheurs dans une ère de grande transformation », correspond aux préoccupations de Madagascar. Selon le ministère de la Pêche et de l'Économie : « Durant cette conférence, le pays mettra en avant l'importance de la pêche artisanale et soulignera l'intégration des sept recommandations issues de l'ICFC 2023

dans sa stratégie nationale de la pêche. » Les discussions porteront sur des enjeux cruciaux, tels que la gestion durable des ressources maritimes, la lutte contre la pêche illégale et la promotion de pratiques respectueuses de l'environnement.



Madagascar collabore déjà avec des organisations comme la FAO et Sea Shepherd pour lutter contre la pêche illégale. Le pays soutient également l'initiative FiTI, qui vise à améliorer la transparence dans la gestion des ressources maritimes à l'échelle mondiale. L'ICFC 2024 offrira à Madagascar l'opportunité de défendre les intérêts des pêcheurs locaux et de promouvoir une pêche responsable. Cette rencontre permettra également de renforcer la coopération internationale pour garantir un avenir durable aux pêcheries.

PAGFRE : 67 millions de dollars de la BAD pour la gouvernance financière et le secteur énergétique

EDMOND R. | 26 NOVEMBRE 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

Une belle opportunité pour les finances de l'État et le secteur énergétique. L'Assemblée nationale a adopté hier deux projets de loi autorisant la ratification d'accords de prêts relatifs au Programme d'Appui à la Gestion Financière et à la Résilience Économique (PAGFRE – Phase 1).

D'un montant total de 50 millions d'unités de compte, soit environ 67 millions de dollars, ces financements revêtent une importance capitale pour l'économie malgache. Ils visent à renforcer la gestion des finances publiques et à améliorer la résilience économique du pays, avec un accent particulier sur la gouvernance financière et le secteur énergétique.

Bouffée d'oxygène. Ces financements se répartissent entre deux sources : 20 millions d'UC accordés par le Fonds Africain de Développement (FAD) et 30 millions d'UC par la Facilité d'Appui à la Transition (FAT). Ce soutien constitue une véritable bouffée d'oxygène pour l'économie nationale. En effet, il renforcera non seulement le budget 2024, mais il permettra également de mettre en œuvre des réformes économiques cruciales.

Le programme vise également à stimuler les investissements privés et à améliorer les performances de la JIRAMA. Ces réformes contribueront à une croissance

économique inclusive tout en renforçant la résilience de Madagascar face aux défis futurs.

L'objectif principal du PAGFRE est de consolider la stabilité macroéconomique de Madagascar. Cela se traduira par une augmentation de l'espace budgétaire et par l'allocation de ressources supplémentaires aux secteurs prioritaires, comme celui de l'énergie. Ce soutien budgétaire général vise ainsi à promouvoir une croissance durable et inclusive à long terme.

Secteur de l'énergie. Dans le cadre de ces financements, des réformes majeures seront mises en œuvre. Il s'agit notamment de l'optimisation des recettes fiscales, afin d'accroître les revenus de l'État ; le renforcement de l'efficacité des dépenses publiques, en privilégiant une gestion transparente et responsable ; la lutte contre la corruption, grâce à des outils innovants, tels que le Système d'Administration Fiscale Intégré (SAFI) et un registre des bénéficiaires effectifs.

Le secteur de l'énergie occupe une place centrale dans ce programme. L'objectif est de renforcer la gouvernance énergétique en améliorant la transparence et l'efficacité des opérateurs, notamment la JIRAMA.



D'ici 2025, la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique passera de 45% à 55%. Cette transition

énergétique vise à réduire les coûts de production, rendant ainsi l'économie malgache plus compétitive.

Pression fiscale et objectifs économiques. Le programme fixe également des objectifs ambitieux : augmenter le taux de pression fiscale, de 12,2% à 13% du PIB, grâce à une meilleure mobilisation des ressources fiscales ; améliorer la gouvernance économique, avec une progression de la note EPIP (Évaluation des Politiques et Institutions des Pays) de 3,1 à 3,3, reflétant une gestion publique plus performante ; stimuler l'investissement privé, qui devrait passer de 25,3% à 29% du PIB, pour soutenir la croissance économique ; optimiser les performances de la Jirama, avec un objectif de taux de recouvrement de 60%. Ces objectifs sont rendus possibles grâce à des mesures préalables déjà mises en œuvre par le gouvernement, témoignant de sa volonté de mieux gérer les aides publiques au développement.

Développement industriel et commercial : Le MIC et le Fivmpama accordent leur violon

JEAN RIANA | 26 NOVEMBRE 2024 | LES NOUVELLES

Le ministre de l'Industrialisation et du commerce (Mic), David Ralambofiringa a récemment accueilli à son bureau à Ambohidahy, une délégation du Groupement du patronat malgache (Fivmpama), en vue de discuter d'une potentielle coopération axée, entre autres, sur le développement industriel et commercial. Et sans surprise, les deux parties ont manifesté leur volonté à travailler ensemble.

Ainsi, selon les directives partagées par le ministre David Ralambofiringa sur l'ouverture à la coopération, les efforts seront intensifiés pour approcher d'autres ministères dans le but d'atteindre facilement les objectifs. L'industrialisation et la transformation économique figurant parmi les grands piliers de la Politique générale de l'Etat (PGE), le Mic s'active ardemment pour rechercher des coopérations allant dans ce sens tant au niveau local qu'international.

Prendre en compte le développement des PME et PMI

La discussion entre le Mic et le Fivmpama a permis d'établir que le développement et la valorisation des petites et moyennes entreprises (PME) et des petites et moyennes industries (PMI) seront examinés de près. Comme

l'industrialisation ne se fait pas en un jour, il est important de voir de près les PME et les PMI qui jouent un rôle important dans l'atteinte de cet objectif. La vision est peut-être grandiose, mais il ne faut pas aussi sauter les étapes. En effet, ce n'est pas pour rien que l'Etat commence par la mise en place de petites industries dans divers districts à travers le programme One District, One Factory (Odof). Cette année, Madagascar a participé activement à la célébration de la semaine mondiale de l'entrepreneuriat dans le but de promouvoir la création d'entreprises dans le pays, dans l'espoir de voir émerger des PME et PMI par la suite.

Filière café robusta : Appui de Conservation international à la recherche de débouchés pour les communautés locales

NAVALONA R. | 26 NOVEMBRE 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

La coopérative Vonona Miara-Dia localisée dans la commune rurale de Kianjavato, dans le district de Mananjary, région Vatovavy a bénéficié de l'appui de Conservation international pour la relance de la filière café de variété robusta.

D'aucuns reconnaissent la dégénérescence de cette filière destinée à l'exportation dans cette région à forte potentialité de production. En vue de protéger le corridor forestier Ambositra –Vondrozo (COFAV), cet organisme international œuvrant pour la préservation de la nature au

profit des générations actuelles et futures, apporte son appui aux communautés locales de base afin de relancer la filière café de variété robusta. Et ce, par le biais de la mise en œuvre du projet « Paysages Durables dans l'Est de Madagascar », financé par le Fonds vert pour le

Climat. Depuis 2019, « nous avons été dotés chacun de 100 jeunes plants de caféiers de la part de Conservation International. En outre, nous avons bénéficié d'un appui technique en matière d'agro-foresterie et d'agro-écologie, y compris l'association des cultures et la mise en place des ombrières pour booster la production. Chaque année, les membres de chaque association regroupée au sein de la coopérative « Vonona Miara-Dia » ont obtenu des jeunes plants de caféiers et de girofliers sans oublier les semences de haricot, d'arachide et de maïs pour développer des cultures à cycle court en attendant la récolte issue du renouvellement de nos plantations de caféiers », a expliqué Jean Ramihajaharimanana, le président de cette coopérative.

Mise en place d'une unité de transformation locale.

En effet, « nous avons enregistré la première production de café robusta cette année, et ce, en transformant nos pratiques agricoles. Nous prôtons désormais les techniques d'agro-foresterie et d'agro-écologie pour une intensification agricole tout en abandonnant les cultures sur brûlis dans les forêts primaires. Aucun membre de la coopérative comptant 133 personnes, ne s'introduit plus dans les forêts. Ce n'est pas tout ! Conservation international nous a mis en place une unité de transformation locale de café comportant entre autres une machine de dépulpeuse. On peut obtenir 1 kg de graines de café sèches en transformant 6 kg de cerises de café grâce à un équipement de traitement par voie humide. On peut ensuite procéder au broyage des graines de café. Les membres de la coopérative ont convenu que les 20% de recettes issues de la transformation de café seront alloués aux machinistes sous forme de salaires », a-t-il continué. Force est également de remarquer que l'appui de Conservation international à ces communautés de base qui s'impliquent activement dans la protection d'une partie de la zone COFAV située dans leur circonscription, porte sur toute la chaîne de valeur café en amont jusqu'en aval. En effet, cet organisme international s'engage en même temps à faciliter la recherche de débouchés aux récoltes de cette coopérative. À titre d'illustration, il l'a soutenu à participer à la FIERMADA (Foire internationale de l'Économie rurale de Madagascar) et à la FIA (Foire internationale de l'agriculture et de l'élevage) qui se sont déroulées dernièrement dans la Capitale.

Plus de 5 millions Ar de recettes.

Le président de la coopérative « Vonona Miara-Dia » témoigne que les membres ayant pris part à ces manifestations économiques ont fait de bonnes affaires. « Nous avons vendu plus de 100 kg de graines de café robusta conditionnés dans des emballages écologiques et de 20 sachets de café broyé ainsi que de nombreux jeunes

plants de caféiers fournis par les pépiniéristes de l'association Ravinala, membre de la coopérative. En outre, d'autres membres ont vendu 20 litres de miel à base de fleurs de litchi. Une autre association féminine se spécialisant dans la fabrication de sacs issus de la transformation des matières végétales locales telles que le « Herana », en a également tiré profit. En tout, nous avons enregistré des recettes atteignant près de 5 millions d'ariary à l'issue de notre participation à ces foires internationales. De retour à notre village, ces recettes ont été distribuées aux membres suivant la quantité et la variété de produits qu'ils ont mis en vente », a-t-il enchaîné.



Amélioration des conditions de vie.

Et lui d'ajouter que les membres de la coopérative ont connu une nette amélioration de leurs conditions de vie depuis la mise en œuvre du projet « Paysages Durables dans l'Est de Madagascar » par Conservation international dans leur circonscription. Ce qui leur permet en même temps d'être résilient face au changement climatique. Par ailleurs, « bon nombre d'entre nous ont pu scolariser nos enfants tout en diversifiant nos cultures. Certains membres se sont même lancés dans l'élevage à cycle court. D'autres ont pu construire leurs propres habitations », a conclu Jean Ramihajaharimanana.

Partenariat Japon : Le capital humain booste l'économie

IRINA TSIMIJALY | 27 NOVEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Madagascar, en quête de développement depuis plusieurs années, pourrait s'inspirer du Japon, qui a misé sur son capital humain pour atteindre une croissance économique remarquable.

Le Japon se classe actuellement comme la 4e puissance économique mondiale, une position largement enviée. À l'inverse, Madagascar demeure un pays en voie de développement depuis des décennies. En 2023, le produit intérieur brut (PIB) du Japon s'élevait à 4 230 milliards de dollars, se plaçant derrière les États-Unis, la Chine et l'Allemagne. En revanche, Madagascar affiche l'un des PIB par habitant les plus faibles au monde, à 536 USD en 2023.

La croissance économique de Madagascar est largement absorbée par une croissance démographique rapide (+2,8 % par an). Face à ce défi, le développement du capital humain apparaît comme une stratégie clé pour stimuler la croissance locale et intégrer le pays dans l'économie mondiale. Grâce à sa puissance industrielle, son système éducatif rigoureux et son approche innovante de la gestion sociale, le Japon représente un modèle à suivre, notamment dans les domaines de l'économie, des infrastructures et du développement humain.

Le président de l'Association économique Malagasy et Japonaise (AEMAJA), Andonirina Ratodisoa, l'a souligné

lors d'une interview pendant la 3e édition de la Semaine de l'Économie Malgache et Japonaise, lancée le 26 novembre au Café de la Gare Soarano. « Même si de nombreux projets d'infrastructure sont en cours à Madagascar, nous devons également nous concentrer sur le capital humain pour garantir un développement durable », a-t-il affirmé.

Dans un monde de plus en plus globalisé et interconnecté, le capital humain devient un facteur essentiel. Pour Madagascar, investir dans l'éducation, la formation professionnelle et la santé est primordial pour bâtir une main-d'œuvre qualifiée. Selon Andonirina Ratodisoa, « il est important que Madagascar développe des programmes favorisant l'employabilité des jeunes et la formation continue tout en soutenant les initiatives locales d'entrepreneuriat ».

Les relations économiques entre Madagascar et le Japon, qui remontent à plusieurs décennies, sont marquées par une coopération fructueuse dans divers secteurs. En 2025, Madagascar participera à la 9e édition de la TICAD (Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique) à Yokohama. Ce sommet constituera une occasion pour les deux pays de renforcer leur partenariat et d'explorer de nouvelles voies de collaboration.

Promotion de l'économie bleue : Formation gratuite à Antananarivo le 28 novembre

ANTSIA R. | 27 NOVEMBRE 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

La pisciculture figure parmi les filières d'activités les plus rentables, dans l'économie rurale.



Pour favoriser le développement de cette filière, une formation gratuite dédiée à la pisciculture sera organisée à Ampandrianomby, dans la salle de réunion du ministère de la Pêche et de l'Économie bleue, le 28 novembre prochain. Selon le ministère de tutelle, cette initiative vise à encourager la population d'Antananarivo et des environs à se lancer dans des activités piscicoles, contribuant

ainsi à la promotion de l'économie bleue. À noter que cette formation comprend un programme adapté aux débutants et aux entrepreneurs résidents de la région Analamanga. D'après les informations, cette formation portera sur l'installation de structures aquacoles pour démarrer une activité piscicole, l'élevage de poissons en étang et ses étapes essentielles, ainsi que la pisciculture en cages flottantes, une méthode moderne et accessible pour les zones aquatiques. Selon le ministère, l'objectif est de fournir des bases solides pour développer des activités génératrices de revenus, tout en répondant aux besoins croissants en poissons sur le marché local. Bref, cette formation gratuite qui débutera à 9 heures du matin représente une excellente opportunité pour ceux qui souhaitent découvrir ou approfondir leurs connaissances en pisciculture. Selon ses initiateurs, elle s'inscrit dans le cadre des efforts du gouvernement pour soutenir l'entrepreneuriat dans le secteur halieutique, renforcer la sécurité alimentaire et stimuler l'économie locale.

Entrepreneuriat : Le Mic met en avant l'industrialisation

JEAN RIANA | 27 NOVEMBRE 2024 | LES NOUVELLES

Lors de la célébration de la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat du 18 au 24 novembre, le ministère de l'Industrialisation et du commerce (Mic) a mis en avant la mise en œuvre du projet One District One Factory (Odof), en vue d'inciter les entrepreneurs à œuvrer dans l'industrialisation de la Grande île. Pour ce faire, un appel à projet Odof a été lancé pour l'exploitation de machines de fabrication de cidre et de machines de nettoyage de miel à l'intention des entrepreneurs dans tout le pays. A charge pour ces

derniers de décider des localités où ils souhaitent installer les machines. Les intéressés ont jusqu'au 12 décembre pour déposer leurs candidatures relatives à ce concours. La mise en avant de l'industrialisation opérée par le Mic est plus que louable, car c'est seulement par cette voie qu'on peut avancer vers le développement. D'où la nécessité d'inciter les entrepreneurs à entrer en action et ainsi de contribuer au développement de la Grande île.

Transformation agricole : Réhabilitation des infrastructures d'irrigation dans les régions SOFIA et DIANA

NAVALONA R. | 27 NOVEMBRE 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

Le ministre en charge de l'Agriculture et de l'Élevage Hajarison François Sergio a effectué récemment une descente dans les régions SOFIA et DIANA, dans le cadre du renforcement de la transformation agricole en vue d'atteindre l'autosuffisance alimentaire.

Ce membre du gouvernement a pu évaluer la situation locale des secteurs de l'agriculture et de l'élevage, qui constituent l'un des piliers du développement économique du pays. À cette occasion, il a échangé avec les exploitants agricoles familiaux sur place. Il s'est montré attentif aux difficultés auxquelles ces paysans font face au quotidien, tout en proposant des solutions adaptées pour favoriser un développement durable. Parmi ses priorités figure la réhabilitation des infrastructures d'irrigation dans ces deux régions à fort potentiel de production.

À titre d'exemple, le ministre François Sergio Hajarison a pu constater de visu l'avancement des travaux de réhabilitation de la digue de protection, longue de 150 mètres, à Ambilobe. Cette digue avait été endommagée par le passage du cyclone Gamane.

Reconstruite à 90%

« L'État est en train de la réhabiliter. C'est l'entreprise Colas qui est chargée de l'exécution des travaux. Actuellement, cette infrastructure est reconstruite à 90%. Elle permettra de protéger les rizières et les champs de canne à sucre de la plaine de Mahavavy, d'une superficie totale de 18 000 hectares. Il s'agit d'une source vitale de subsistance pour la population locale », a souligné le ministre.

Après Ambilobe, ce membre du gouvernement s'est rendu dans les districts de Mandritsara et de Befandriana Nord. Dans la même lignée, le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage a fourni des intrants agricoles à 200 agriculteurs de la commune rurale de Kalandy, dans le cadre du projet PURPA, pour améliorer leur productivité. En effet, cette collectivité territoriale décentralisée dispose d'un important potentiel agricole grâce à ses plaines irriguées couvrant une superficie de 250 hectares. Outre l'inspection des deux barrages hydro-agricoles du district, le ministre a également distribué des « kits de travail » aux

Agents de Proximité en Production de Santé Animale (APPS), qui avaient suivi une formation spécialisée.



Solution durable

Dans le district de Befandriana Nord, le ministre a visité le Collège Agricole Fanovozantsoa, un centre de formation accueillant des jeunes pour une durée de trois ans afin de les initier aux techniques agricoles, à la gestion d'exploitation et à la transformation des produits agricoles.

Dans la région DIANA, François Sergio Hajarison a effectué une descente dans les communes de Diégo I et d'Antsahapano. Il s'est engagé à réhabiliter les canaux d'irrigation pour permettre aux habitants du fokontany de Namakia de produire deux récoltes par an sur une superficie de 350 hectares. Des semences sélectionnées seront également distribuées aux paysans locaux, accompagnées de formations adaptées.

Enfin, la visite du ministre s'est achevée dans le fokontany de Mahaleja, commune rurale d'Antsahapano, réputée pour sa production d'oignons. « L'équipe de Génie rural est en charge de la réhabilitation des canaux d'irrigation sur place », a-t-il affirmé.

Télécommunications : Telma devient Yas, une nouvelle identité pour Axian Telecom

ARH. | 27 NOVEMBRE 2024 | LES NOUVELLES

Axian Telecom unifie ses opérateurs sous une marque unique : Yas. Ce rebranding, annoncé hier lors d'une cérémonie au Novotel Antananarivo, amorce une nouvelle dynamique dans le paysage des télécommunications en Afrique. Présent à Madagascar, aux Comores, au Togo, en Tanzanie et au Sénégal, Yas devient le symbole d'une vision panafricaine et unifiée.

Telma, l'opérateur historique malgache, adopte ainsi cette nouvelle identité. « Axian Telecom a décidé d'unir les marques de ses opérateurs mobiles à travers l'Afrique. C'est une marque panafricaine créée par l'Afrique et pour l'Afrique », a déclaré le directeur général de Yas Madagascar, Patrick Pisal Hamida. Ce changement englobe également Togocom au Togo, Tigo en Tanzanie et Free au Sénégal.

L'histoire de Telma, ancrée dans les télécommunications malgaches depuis 1904, connaît un nouveau chapitre. Depuis sa privatisation en 2004, la marque s'est imposée comme un acteur clé, s'étendant aux Comores en 2016 avec l'obtention de sa deuxième licence télécom. Aujourd'hui, cette transition vers Yas symbolise une ambition accrue : celle de connecter l'Afrique sous une bannière commune.

« La renaissance du continent africain a déjà commencé ! Nous avons ici à Madagascar un rôle majeur à jouer. Grâce à cette métamorphose, nos clients malgaches bénéficieront de nombreux avantages. Nous avons, entre autres, à cœur d'être encore plus accessible pour nos utilisateurs. C'est pourquoi notre service client sera désormais disponible 24h/7j », a renchéri Patrick Pisal Hamida.

Le sixième opérateur africain

Le président du conseil d'administration d'Axian Telecom, Hassanein Hiridjee, a salué cette évolution. « Alors que nous disons au revoir aux marques avec lesquelles nous avons grandi, nous accueillons une nouvelle force : Yas, une marque africaine qui unit l'Afrique autour des possibilités. Nous sommes convaincus que Yas capitalisera sur le succès et l'héritage que nous avons bâtis et continuera à offrir des solutions technologiques transformatrices et inclusives », a-t-il affirmé. Avec 40 millions d'utilisateurs, Axian Telecom est désormais le sixième opérateur africain.

Cette transformation ne se limite pas au changement de nom. Yas se veut le fer de lance d'une offre technologique inclusive et innovante. En misant sur son héritage et son succès, la nouvelle marque ambitionne de soutenir la prochaine génération de pionniers numériques à travers le continent.

Pour Axian Telecom, cette unification est bien plus qu'un rebranding. C'est une déclaration d'intention : celle de renforcer sa présence sur le marché africain tout en offrant des solutions adaptées aux besoins locaux. Yas symbolise ainsi une Afrique connectée, prête à relever les défis technologiques de demain.

Transparence : Réforme du secteur des pêches

IRINA TSIMIJALY | 28 NOVEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Des pratiques qui violent les lois. La pêche illicite, souvent pratiquée sans permis ou en violation des quotas et des périodes de repos biologique, constitue une menace sérieuse pour l'équilibre des écosystèmes marins. Elle prive également les pêcheurs respectant les lois de leurs moyens de subsistance.



Elle réduit, par ailleurs, les recettes publiques provenant des taxes et des licences. En parallèle, des pratiques

menacent la durabilité des ressources marines et la sécurité alimentaire des communautés côtières. Le ministère a choisi le slogan : « Une pêche conforme à la loi, gage de durabilité pour les générations futures », qui appuie l'importance de respecter les réglementations et de promouvoir des pratiques responsables.

Le 30 novembre 2024, à Analalava, dans la région Sofia, le ministère de la Pêche et de l'Économie bleue, en collaboration avec des acteurs du secteur halieutique, a lancé une initiative pour lutter contre la Pêche illégale, non déclarée et non réglementée (PNDNR). Cette action fait partie d'un effort plus large visant à améliorer la gestion du secteur. Dans ce cadre, le ministère a publié un rapport sur la transparence des pêches. Le document présente des informations sur les pêches traditionnelles, artisanales et industrielles, les réglementations, les régimes d'occupation des zones de pêche et les accords d'accès aux ressources maritimes. Il évalue également la transparence de la gestion des pêches en fonction de six critères du Standard FiTI, ou Initiative pour la transparence des

pêches, en 2022, afin de garantir une meilleure accessibilité des données.

Pour atteindre cet objectif, le ministère prévoit de renforcer les contrôles, d'imposer des sanctions plus strictes et de

lancer des campagnes de sensibilisation. Les autorités encouragent aussi les pêcheurs à se regrouper en coopératives pour mieux respecter les règles, tout en améliorant leurs revenus.

Syndicat des industries de Madagascar : Lancement de la plateforme numérique « Pôle Stage »

EDMOND R. | 28 NOVEMBRE 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

Les jeunes chercheurs diplômés souhaitant entrer dans le marché disposent désormais d'un outil numérique pour la recherche de stage. Le Syndicat des industries de Madagascar lance la plateforme numérique Pole Stage qui, comme son nom l'indique, va aider ces jeunes dans la recherche de stages en entreprise.

C'est le président du SIM, Tiana Rasamimanana en personne, qui a annoncé hier, d'une manière officielle, l'opérationnalité de cette plateforme qui intéresse au plus haut point les jeunes talents malgaches. La preuve, ils étaient nombreux, hier, à avoir répondu à la présentation de la plateforme numérique Pôle Stage, une initiative innovante conçue pour faciliter la recherche de stages dans le secteur industriel. « Cette initiative concrétise la démarche du SIM de mettre en place une adéquation formation-emploi », a expliqué le président du SIM Tiana Rasamimanana. En effet, d'une part, la plateforme numérique permet aux jeunes talents d'accéder à des opportunités adaptées à leurs compétences et ambitions. D'autre part, à travers la plateforme, les entreprises industrielles,

membres du SIM, peuvent élargir leur réseau de recrutement de stagiaires qualifiés et de futurs collaborateurs. La plateforme Pôle Stage permet aux jeunes qui ont déjà des formations pôle stage en présentiel de disposer d'un compte activé. Ils peuvent bénéficier des contributions d'experts industriels et RH des membres du SIM publiées dans un espace blog dédié pour orienter et accompagner les jeunes. La plateforme numérique constitue ainsi une source d'inspiration et de conseils aux jeunes qui peuvent aussi y découvrir des techniques de rédaction de CV et de lettres de motivation, des conseils pour réussir un entretien d'embauche, ou encore de bonnes pratiques pour se comporter en entreprise.

Pisciculture durable : Formation pour les étudiants de l'enseignement supérieur

ANTSIA R. | 28 NOVEMBRE 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

La pisciculture gagne du terrain au niveau de l'économie rurale. Le 26 novembre dernier, le camp ENSOA d'Antsirabe, dans la région Vakinankaratra, a accueilli la première session d'une formation dédiée à l'élevage de poissons. 100 étudiants de l'ISCAM Antananarivo ont participé à cet atelier, qui marque le début d'un programme en 4 sessions. La formation a couvert les techniques d'élevage de carpes et tilapias, tout en mettant l'accent sur la gestion économique des projets piscicoles et la nutrition des poissons. Une introduction aux lois encadrant la pêche a également été donnée. Lors des exercices pratiques, 800 alevins ont été introduits dans un bassin d'expérimentation, permettant aux participants d'appliquer les concepts appris. Pour les étudiants et les formateurs, il s'agit d'une très bonne initiative du ministère de la Pêche et de l'Économie

bleue (MPEB) en collaboration avec l'ENSOA et la DRPEB Vakinankaratra.



En effet, elle renforce l'engagement en faveur d'une pisciculture durable à Madagascar.

Sim – CCIFM : Booster ensemble l'industrie malgache

ARH. | 28 NOVEMBRE 2024 | LES NOUVELLES

La Chambre de commerce et d'industrie France-Madagascar (CCIFM) et le Syndicat des industries de Madagascar (Sim) ont signé hier une convention de partenariat pour soutenir l'industrie à Madagascar. Cet accord vise à renforcer la compétitivité des entreprises malgaches tout en stimulant le développement économique du pays.

Les deux entités s'engagent à collaborer sur des projets communs. Elles prévoient des activités et des événements conjoints, axés sur le partage de ressources et d'expertises. Formations, mentorat, réseautage et mobilisation de financements figurent parmi les actions phares. L'objectif est de créer des opportunités pour leurs membres et de favoriser l'innovation.

Ce partenariat ambitionne également de renforcer les synergies entre les entreprises. En valorisant la production

locale à travers le label « Malagasy ny Antsika » du Sim, il soutient la vision de la CCIFM, qui promeut les échanges entre Madagascar et ses partenaires internationaux. La présidente de la CCIFM, Johanne Raharinosy, voit dans cet accord une opportunité pour les entreprises malgaches de se structurer et de conquérir de nouveaux marchés. Le président du Sim Tiana Rasaminanana, souligne qu'il est important de développer l'industrie pour l'avenir économique du pays.

Avec ses 450 membres et 20 ans d'expérience, la CCIFM connecte les entreprises malgaches à un réseau mondial de 35.000 entreprises. Le Sim, regroupant 138 acteurs industriels, milite pour un environnement propice aux investissements et à la valorisation des industries locales.

Promotion de la digitalisation : La nécessité d'investir dans la cybersécurité

JEAN RIANA | 28 NOVEMBRE 2024 | LES NOUVELLES

Madagascar qui entre dans l'ère de la digitalisation, s'expose de fait aux risques par rapport aux cyberattaques. Par conséquent, le pays doit prendre en compte la cybersécurité pour se protéger des éventuels risques. Dans cette optique, FTHM Consulting en partenariat avec Cyberconsult, a organisé, hier au Café de la Gare Soarano, une conférence sur le thème « La cybersécurité en 2024 : Valoriser ses investissements pour une résilience durable ».

« Madagascar qui commence tout juste à entrer dans l'ère de la digitalisation et de l'informatisation, se trouve dans la menace n° 2 » a déclaré Mahery Rabarison, manager chez FTHM Consulting. Il a ajouté que ce sont souvent les banques et les microfinances qui sont les cibles des cybercriminels vu le flux d'argent qui y circule. Les entreprises bien protégées gagnent 10 à 15% de valeurs, mais aussi la confiance des investisseurs, a-t-on annoncé.

Partenariat : La CCIFM et le SIM scellent une alliance pour dynamiser l'industrie malgache

28 NOVEMBRE 2024 | 2424.MG

Antananarivo, 27 Novembre, 15h35 – La Chambre de commerce et d'industrie France-Madagascar (CCIFM) et le Syndicat des industries de Madagascar (SIM) ont scellé, ce 26 novembre, une convention de partenariat stratégique. L'accord, axé sur le partage de ressources et d'expertises, ambitionne de renforcer les capacités des membres de chaque entité.



Activités conjointes, formations, mentorat et événements collaboratifs seront les piliers de cette coopération,

favorisant à la fois l'innovation et la compétitivité. Les deux structures vont travailler également à mobiliser des ressources financières pour soutenir des projets d'envergure.

Ce partenariat se distingue par son ambition d'améliorer la compétitivité des entreprises membres et d'encourager l'innovation. En créant un espace d'échanges privilégié, la CCIFM et le SIM entendent jouer un rôle clé dans la structuration et la croissance du tissu économique malgache. Le SIM, à travers son label « Malagasy ny Antsika », met un point d'honneur à valoriser la production locale, un objectif qui converge avec la mission de la CCIFM de renforcer les courants d'affaires entre Madagascar et ses partenaires internationaux.

Pour la présidente de la CCIFM, Johanne Raharinosy, « ce partenariat ouvre de nouvelles perspectives pour les entreprises malgaches, en leur offrant un accompagnement adapté à leurs besoins et en renforçant leur capacité à saisir des opportunités internationales ». De son côté, le

président du SIM, Tiana Rasaminanana souligne que « le développement industriel est un pilier incontournable pour l'avenir économique du pays. »

La CCIFM, forte de ses 450 membres, met depuis plus de 20 ans son expertise au service des entreprises malgaches, notamment en les connectant avec un réseau

mondial de 35 000 entreprises affiliées aux Chambres de commerce et d'industrie France International. Le SIM, avec ses 138 membres issus de secteurs variés, milite pour un environnement d'investissement stable et la valorisation des industries locales.

Fêtes de fin d'année : Les exportations de litchis bien cadencées

ERIC RANJALAHY | 29 NOVEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

À un rythme soutenu, si l'on peut dire. Les navires transportant les litchis de Madagascar à destination des pays européens ont, un à un, quitté le port de Toamasina. Selon les informations fournies par la région Atsinanana, « trois navires sur les quatre prévus dans le cadre de la campagne d'exportation des litchis de Madagascar en Europe ont déjà pris le départ du port de Toamasina depuis le 16 novembre dernier. Le premier navire, l'Atlantic Klipper, a chargé 5 491 tonnes ; le deuxième, le Crown Topaze, a emporté 560 tonnes ; et le troisième, le CS Trust, a transporté 5 121 tonnes de litchis. Le quatrième navire, le Regard Bay, devrait clore la campagne avec le transport de 1 600 tonnes de fruits. Les opérations de manutention et de chargement sont assurées par la Société de Manutentions des Marchandises Conventionnelles (SMMC). »

Avec ces envois, il est certain que les litchis de Madagascar seront au rendez-vous des menus pour les fêtes de fin d'année en Europe. Pour cette campagne, si la quantité de la production a diminué à cause du changement climatique, la qualité a gagné en notoriété.

La baisse anticipée de la récolte pourrait également entraîner une réduction du volume exportable par le pays au cours de la saison actuelle. D'après les données compilées par la Banque centrale du pays (BCM), la Grande Île a placé 16 860 tonnes de litchis d'une valeur de 12,1 millions \$ sur le marché international l'année dernière.



Au fil des années, le litchi a supplanté quelques produits de rente traditionnels en déclin.

Réouverture de Base Toliara : 5 milliards de dollars de revenus attendus pour l'État

EDMOND R. | 29 NOVEMBRE 2024 | MIDI-MADAGASIKARA

Novembre 2019 – Novembre 2024. 5 ans après la suspension des activités du projet Base Toliara, sa reprise est enfin annoncée.

Une importante décision économique prise lors du conseil des ministres qui a donc levé la suspension des activités du projet d'extraction de sables minéralisés comme l'ilmérite et le zircon par Base Toliara.

Grande première

Cette issue qu'on peut qualifier d'heureuse est le résultat d'une longue période d'après négociations chapeautées pour la partie malgache par le président de la République Andry Rajoelina lui-même. Le chef de l'État a notamment insisté sur le fait que Madagascar et le peuple malgache puissent tirer le maximum de profits de ce projet. Ce qui sera chose faite, puisque à terme, l'État aura droit à 5 milliards de dollars de revenus, sous forme d'investissements sociaux, de redevances, d'impôts et taxes, de dividendes et de contributions sociales émanant de Base Toliara. « Les négociations ont abouti à la mise en place d'un modèle économique, tenant compte à la fois des intérêts de l'investisseur ; mais également et surtout ceux de

la population malgache », a déclaré, hier, le ministre des Mines et des Ressources stratégiques, Olivier Herindrainy Rakotomalala. Une grande première en somme dans l'histoire des grands investissements miniers à Madagascar, avec ce modèle économique qui détermine les avantages de l'une et l'autre partie.

Exemple

Sur ce point, d'ailleurs, le président de la République a fait remarquer, durant le conseil des ministres que « c'est la première fois qu'un projet minier priorise au plus haut point les intérêts de la population malgache ». En effet, outre les 5 milliards de dollars de revenus, Base Toliara prévoit également 80 millions de dollars d'investissements sociaux ainsi que 4 millions de dollars par an de fonds pour financer des activités relatives à la responsabilité sociétale d'entreprise (RSE). Et ce, avec une révision à la hausse de 2% par an. Une nouvelle ère dans l'histoire du secteur minier malgache, Base Toliara servira également

d'exemple pour attirer d'autres grands investisseurs miniers. Selon le ministre des Mines et des Ressources stratégiques, un certain nombre de procédures administratives et contractuelles préalables, dont la signature d'un

protocole d'accord entre Base Toliara et l'État malgache, doivent encore être réalisées avant l'opérationnalité du projet, prévue d'ici 14 mois.

LFI 2025 : L'énergie et les infrastructures au cœur du projet

TIANA RAMANOELINA | 29 NOVEMBRE 2024 | LES NOUVELLES

D'ici 2025, l'Etat malagasy ambitionne d'atteindre une croissance allant de l'ordre de 5% et ce grâce à "des projets structurants combinés à une gestion efficace des finances publiques", précise l'exposé de motif du projet de loi de finance initiale (PLFI) 2025 dont la séance d'adoption par le parlement est imminente.



L'énergie est un sujet auquel le gouvernement est attendu au tournant. Une enquête menée par la Banky Foiben'i Madagasikara au second trimestre de cette année révèle que les coupures d'électricité constituent un des facteurs qui justifient la contraction des activités des entreprises. Pour faire face à ce problème, le PLFI 2025 évoque l'impérativité du recours à la transition énergétique en optant pour l'hybridation. Le texte précise que l'installation des "centrales solaires qui a été de 50MW en 2024 sera de 250 MW pour 2025 dont les 150MW sont à la propre charge de l'Etat Malagasy à travers ce projet de loi de finances et les 100MW restants issus des investissements directs".

Au projet de loi de soulever que d'"autres sources d'énergie viendront, en 2025, renforcer ces productions, entre autres, les projets éoliens et le centre d'incinération de déchets à hauteur de 20 à 30 MW". Le texte évoque également le renforcement des projets hydroélectrique comme Mandraka III et Volobe.

Côté budget, les investissements seront financés par les fonds propres de l'Etat s'élève à 2.368.400.000 (en milliers d'ariary) contre 1.254.741. 711(en milliers d'ariary dans la loi de finances initiale de 2024, soit quasiment le double.

Pour 2025, une enveloppe conséquente de 587.590.000 (en milliers d'ariary) d'investissement interne de l'Etat sera allouée au Ministère de l'énergie et des Hydrocarbures.

Développement des infrastructures

Pour booster l'économie, l'Etat mise également sur les infrastructures. En effet, 781.625.000 (en milliers d'ariary) d'investissement interne est alloué au Ministère en charge des travaux publics. Le Budget de l'Etat énumère plusieurs projets phares comme les routes nationales à l'instar de la RN13, l'autoroute Antananarivo-Toamasina, les projets Flyover Anosizato et Kianja Maki Andohatopenaka, le projet d'Aménagement de Corridors et de Facilitation du Commerce (PACFC Phase III) ou encore le projet Lake Village à Ivato, récemment annoncé. Sans oublier le train urbain et le transport par câble. En effet, de son côté, le FMI a déjà remarqué que l'inflation qui était de l'ordre de 7.2% au mois de mars 2024 pour atteindre les 7,8% au mois d'août est en partie causé par les états des infrastructures routières qui continuent d'accroître les coûts de transports et de production et ajouté à cela la hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaire.

"Annoncer des infrastructures est une chose. Maintenant, il faut que ces infrastructures en question soient construites d'une manière durable", suggère un économiste. "Chaque année, Madagascar est exposé aux catastrophes naturelles comme les cyclones ou les inondations et les infrastructures subissent des dégâts considérables, ce qui paralyse l'économie locale. Des infrastructures peu résistantes augmentent les coûts de reconstructions et empêche la continuité des activités économiques" poursuit-il.

Côté recettes, l'administration prévoit une recette fiscale de 5.628,4 milliards d'ariary. En 2025, FMI se devrait décaisser 1.100,4 milliards d'Ariary pour Madagascar, dans le cadre du programme soutenu par la Facilité Elargie de Crédit (FEC) et par la Facilité pour la Résilience et la Durabilité. Pour l'heure, le dossier Madagascar ne figure pas à l'ordre du jour du Conseil d'Administration du FMI jusqu'au 6 décembre prochain.

The Red Shalk 3 : Quand le numérique s'allie à l'agriculture

TIANA R. | 29 NOVEMBRE 2024 | LES NOUVELLES

The Red Shalk qui en est à sa troisième édition, est un évènement organisé par l'Association In-Charge et Passion 4 Humanity. C'est un hackaton qui a pour objectif de rallier un projet numérique à un thème. La particularité est que les participants auront à traiter une situation réelle et le projet pourrait être réalisé.

Cette année, les jeunes étudiants du numériques seront associés à des coopératives agricoles afin d'allier le digital à l'agro-business. The Red Shalk est accueillie d'ailleurs pour cette fois dans les locaux de la "Cité des Cultures" Antaninarenina, partenaire. Le principe reste le même, promouvoir l'entrepreneuriat et l'avancée digitale via un

projet numérique, tout en encourageant l'insertion professionnelle des jeunes. Cette approche permet non seulement de stimuler la créativité des jeunes, mais aussi d'ouvrir la voie à des solutions concrètes et applicables.

Cette édition bénéficie du soutien d'un vaste réseau de sponsors et partenaires. Parmi eux, Orange Madagascar, ainsi que des structures reconnues comme Agrohelf, la Maison de l'Entrepreneuriat, Tranoben'ny Tantsaha, et bien d'autres. Leur implication témoigne de l'importance accordée à l'alliance entre technologie et agriculture pour le développement économique. Pour cette édition, on attend la participation d'une cinquantaine d'étudiants issus de différentes écoles numériques et d'une quinzaine de Coopérative agricole. A noter également que différents

coachings issus des différents secteurs concernés seront offerts aux participants afin de les aider dans le développement de leurs projets.

The Red Shalk prouve une fois de plus que l'union entre numérique et agriculture peut ouvrir de nouvelles perspectives et encourager l'entrepreneuriat des jeunes dans des secteurs porteurs. Ce hackathon promet des résultats concrets qui pourraient bien révolutionner l'agro-business à Madagascar. Avec pour ambition de promouvoir l'entrepreneuriat et l'innovation digitale, The Red Shalk s'engage également à favoriser l'insertion professionnelle des jeunes, en leur offrant des opportunités de collaboration avec des acteurs clés du monde agricole et entrepreneurial.

Transformation agricole : L'autosuffisance alimentaire en ligne de mire

IRINA TSIMIJALY | 29 NOVEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Madagascar entreprend une réforme agricole afin de garantir son autosuffisance alimentaire, en impliquant les petits agriculteurs et en privilégiant des pratiques durables pour relever les défis liés à la fertilité des sols et au changement climatique.

Dans un contexte de forte croissance démographique, Madagascar se lance dans une stratégie de transformation agricole visant à garantir son autosuffisance alimentaire. L'initiative repose sur deux grands axes : l'exploitation agricole familiale et l'agrobusiness, ce dernier nécessitant de vastes étendues de terres. Tanja Pickardt-Williams, coordinatrice technique du projet GIZ Procsol, souligne que « la transformation agricole est un enjeu déterminant pour Madagascar, car 80 % de la population vit en milieu rural et dépend de l'agriculture. L'intégration des petits agriculteurs dans cette transition agricole est fondamentale pour améliorer le taux de pauvreté et augmenter les revenus des populations rurales ». Une conférence-atelier de deux jours a débuté hier, à l'hôtel Panomara, sur le thème « Gestion durable de la fertilité des sols à Madagascar face au défi de la sécurité alimentaire ».

Organisée par des projets de coopération internationale comme la GIZ Procsol, en avec le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement, ou le Cirad, en partenariat avec le ministère de l'Agriculture, ce projet fait face à un défi majeur : la baisse de la fertilité des sols. Pour pallier ce problème, les régions Est de Madagascar, particulièrement Vakinankaratra et Itasy, avec des terres volcaniques, seront mises à contribution pour accroître la production agricole.

Élément clé

Les transformations agricoles à Madagascar ne se limitent pas à une simple évolution du secteur primaire, elles sont un élément clé de la restructuration économique du pays. Avec une population actuelle de trente millions d'habitants, qui pourrait atteindre cinquante millions d'ici 2050, la production agricole devra augmenter pour nourrir cette

population croissante. Le rendement moyen de la production rizicole à Madagascar est actuellement de 2,6 tonnes par hectare, mais il devra atteindre au moins 4 tonnes par hectare, voire plus, pour répondre à la demande future. Toutefois, cette augmentation des rendements doit être réalisée de manière durable, en gérant de manière optimale les sols, qui sont souvent pauvres et fragiles, tout en préservant les ressources naturelles, telles que l'eau et la couverture végétale.



Par ailleurs, l'agriculture malgache fait face aux effets du changement climatique, notamment la raréfaction des pluies. Le défi est d'augmenter la production tout en protégeant les ressources naturelles, avec des options allant des pratiques agroécologiques aux techniques plus intensives utilisant des intrants chimiques.



 Résidence Les Orchidées Blanches Androhibe

 +261 32 07 696 49 - +261 34 01 696 49

 www.ccifm.mg

 ccifm@ccifm.mg  adhesion@ccifm.mg

 CCI France Madagascar

 CCI France Madagascar

 CCIFM Chambre de Commerce
et d'industrie France Madagascar

